

Incendies en Gironde : les armées déploient un dispositif d'ampleur inédite en appui de la sécurité civile. L'A400M engagé pour la première fois en « bombardier d'eau ».

Confronté à un mégafeu qui menace directement l'agglomération bordelaise, le ministère des Armées a annoncé le 25 juillet un renforcement exceptionnel de l'engagement militaire en Gironde et dans les Landes.

Après une cellule interministérielle de crise, le Premier ministre Sébastien Lecornu avait d'abord porté à un millier le nombre de militaires mobilisés en appui des sapeurs-pompiers, avant que le dispositif ne soit encore étoffé. En fin d'après-midi, le ministère a fait état du déploiement de 1 500 militaires « *dès ce soir* », après la tenue d'une réunion de crise à l'état-major des armées. Le sinistre a pris une tournure exceptionnelle : la préfète de la Gironde, Sophie Brocas, a indiqué que l'incendie avait « *changé de nature* » vendredi vers 17 heures, décrivant un phénomène inédit et jusqu'ici inconnu dans le pays.

Un bilan humain lourd et des évacuations élargies à la métropole

Le brasier, qualifié d'« *inédit* », avait entraîné l'évacuation de 167 000 personnes en Gironde et dans les Landes, selon les chiffres communiqués samedi par le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez. La menace s'est rapprochée de Bordeaux au point de contraindre les autorités à ordonner l'évacuation préventive de 7 communes de la périphérie. Les habitants de Saint-Aubin-de-Médoc, Saint-Médard-en-Jalles, Martignas-sur-Jalle, Saint-Jean-d'Illac et du Haillan, ainsi que de certains secteurs d'Eysines et de Mérignac – où se trouve l'aéroport international – ont reçu l'ordre de quitter immédiatement la zone. La surface brûlée dans le seul département de la Gironde atteignait 32 700 hectares samedi à la mi-journée, le feu poursuivant sa propagation selon un axe nord-sud, alimenté par un vent de sud-ouest.

Une force en appui des forces de sécurité intérieure

Selon le détail communiqué par le ministère des Armées, le renfort repose sur plusieurs composantes complémentaires. Il comprend 1 500 militaires engagés en appui des forces de sécurité intérieure pour protéger les biens et les personnes, 11 équipes médicales du Service de santé des armées, des solutions d'hébergement mises à la disposition des autorités préfectorales (lits picots, capacités de restauration et de distribution d'eau) ainsi que des moyens de transport comptant 23 bus, et six sous-groupes du génie équipés de bulldozers. Sur le terrain, la montée en puissance était progressive : samedi, 750 sapeurs-pompiers et 18 moyens aériens étaient mobilisés, tandis que 500 militaires supplémentaires venaient renforcer les 500 déjà présents. La logique d'ensemble reste celle du protocole Héphaïstos : les militaires ne se substituent pas aux pompiers mais sécurisent les axes, protègent les habitations et libèrent des moyens spécialisés pour le combat direct contre le feu. Depuis 2025, la lutte contre les catastrophes naturelles fait partie des missions de l'opération Sentinelle.

Le génie à l'œuvre autour du camp de Souge

Les six sous-groupes du génie constituent l'un des apports les plus visibles. Leurs bulldozers ouvrent des pistes dans les massifs, créent des pare-feu et aménagent des accès là où aucun véhicule classique ne peut progresser. Cette technique a été mise en œuvre dans la nuit dans le secteur de Longarisse : au sud-ouest du lac de Lacanau, des engins ont travaillé sans

Incendies en Gironde : les armées déploient un dispositif d'ampleur inédite en appui de la sécurité civile. L'A400M engagé pour la première fois en « bombardier d'eau ».

interruption pour établir une zone pare-feu destinée à stopper la propagation des flammes. L'enjeu porte aussi sur la défense d'emprises militaires : selon le point de situation d'Andernos, le feu progressait en direction du camp de Souge, à Martignas-sur-Jalle, et les équipes engagées cherchaient à protéger les habitations, les infrastructures et ce camp militaire, placé sur la trajectoire de l'incendie.

L'A400M engagé pour la première fois en « bombardier d'eau »

Le fait le plus marquant reste l'engagement inédit d'un avion de transport A400M de l'armée de l'Air et de l'Espace, transformé en bombardier d'eau. Le Premier ministre a décidé de hâter son déploiement, l'appareil décollant depuis la base aérienne d'Istres, alors que la qualification des équipages pour cette mission n'avait débuté que le 20 juillet. Au-dessus de Lacanau, l'A400M a largué 20 tonnes de produit retardant rouge pour freiner la progression du feu, une opération présentée comme une première mondiale. L'appareil s'appuie sur un module amovible de type roll-on/roll-off développé par Airbus : il peut larguer 20 tonnes de retardant en moins de dix secondes, en volant à 45 mètres d'altitude et à 230 km/h, sans modification structurelle de l'avion. Ces largages viennent compléter la flotte de la sécurité civile ; 4 Canadair, 2 Dash, 3 Air Tractor et 2 hélicoptères bombardiers d'eau étaient par ailleurs mobilisés.

Hébergement d'urgence et renfort sanitaire

À l'arrière, le parc des expositions de Bordeaux a été transformé en centre d'accueil. Le site peut recevoir jusqu'à 10 000 personnes, avec lits de camp, espaces de repos, eau et repas fournis grâce à la réserve citoyenne métropolitaine, à la Croix-Rouge et aux communes. Samedi matin, il hébergeait environ 3 500 personnes, un deuxième hall ayant été ouvert après saturation du premier. Les onze équipes médicales du Service de santé des armées ont été sollicitées, selon le communiqué, pour faciliter la prise en charge médicale des personnes les plus vulnérables. Ce renfort s'articule avec le dispositif hospitalier civil : l'ARS Nouvelle-Aquitaine a activé un plan blanc territorial et le CHU de Bordeaux a déclenché le sien pour coordonner l'accueil des patients évacués. Face à l'ampleur de la crise, la France a également demandé l'activation du mécanisme européen de protection civile RESCUE, se traduisant par l'envoi de deux Canadair croates, de deux Air Tractor portugais et de deux hélicoptères tchèque et slovaque.

En fin de journée, les conditions météorologiques laissaient entrevoir un répit. Les autorités indiquaient que la baisse des températures et l'augmentation de l'humidité rendaient le feu moins virulent et permettaient aux sapeurs-pompiers de reprendre l'offensive.

Crédit vidéos : État-major des armées.